

Singulier pluriel

Déposé le 07/11/2024

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Numéro spécial vote d'orientation

On vote dans la FSU !

Le 11^{ème} congrès national de la FSU se tiendra à Rennes début février 2025. Il sera précédé du congrès départemental FSU-26 les 16 et 17 janvier au lycée « Les Trois Sources » à Bourg-lès-Valence.

Toutes et tous les adhérent-es sont appelé-es à voter du 7 au 28 novembre 2024 sur le rapport d'activité national des trois dernières années.

Vous aurez également à choisir entre cinq textes d'orientation et listes de tendances au niveau national. Les instances nationales de la FSU (congrès, conseil et bureau fédéral...) sont composées en tenant compte de ce vote. Ces résultats sont ensuite transposés au niveau départemental pour constituer nos instances, sans vote sur listes départementales (contrairement aux scrutins précédents).

Pour s'exprimer départementalement, il faut impérativement voter au niveau national.

À la FSU, ce sont les adhérent-es qui décident du fonctionnement et de l'orientation de la fédération : un outil de démocratie fondamentale.

Alors votez massivement !



Les syndiqué-es ont reçu récemment ce journal. Il contient le rapport d'activité FSU 2022-2024 sur lequel ils et elles sont invité-es à se prononcer.

1. Remplissez votre bulletin de vote.

2. Insérez ce bulletin dans l'enveloppe vierge.

3. Insérez votre enveloppe vierge dans l'enveloppe fournie pour le retour. (T ou autre)

4. Complétez toutes les rubriques. Le cas échéant, indiquez « retraité-e » à la rubrique « École / établissement ». N'oubliez pas de signer.

BULLETIN DE VOTE POUR LA FSU
Scrutin du 7 au 28 novembre 2024

VOTE n°1 :
Orientation fédérale nationale (supplément "POUR" n°201 - octobre 2024)

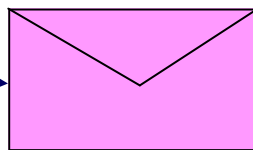
Entourez la Bête de votre choix d'un trait apparent

- Unité & Action et sans tendance
- École Émancipation et des syndicats en hors tendance
- Émancipation
- Unité, Revendications, Indépendance Syndicale (URIS)
- Front Unique

VOTE n°2 :
Rapport d'activité fédérale nationale (supplément "POUR" n°201 - octobre 2024)

Entourez votre choix d'un trait apparent

POUR CONTRE ABSTENTION REFUS DE VOTE



Consultation Congrès FSU 2024

Nom :
Prénom :
École/Établissement :
Commune :
Signature :

ECOPLI T

M. 20g
Valence
Permanente

BULLETIN DU SNEIPP
AUTORISATION 47122
26029 VALENCE CEDEX

Votez du 7 au 28 novembre

(Tenez compte des délais postaux, les enveloppes T étant acheminées plus lentement)

Unité & Action et sans tendance : Unir largement, pour agir !

Des crises économique, sociale, politique, démocratique et environnementale

Les crises s'enchaînent et démontrent l'impasse du néolibéralisme, confirmant l'importance du rôle des services publics et de la protection sociale. Elles réhabilitent le rôle de la puissance publique, de l'État comme des collectivités locales.

En France, comme partout en Europe, les effets des politiques néolibérales sont de plus en plus insupportables pour le monde du travail et les citoyen·nes. Leur rejet s'exprime dans de puissants mouvements sociaux, soutenus par la majorité de la population. En réaction, les gouvernements, figés dans leurs dogmes, deviennent de plus en plus autoritaires et imposent leurs contre-réformes, quitte à fouler au pied les principes démocratiques. Ces refus d'écouter et de répondre aux revendications exprimées dans les grèves et les manifestations provoquent désespérance, repli sur soi et nourrissent l'extrême droite.

E. Macron a plongé le pays dans une grave crise démocratique en refusant de reconnaître le résultat des urnes, après avoir maintes fois méprisé la démocratie sociale. Pour poursuivre coûte que coûte sa politique pourtant rejetée, il se positionne toujours plus à droite et cède désormais aux conditions du Rassemblement National. Ainsi, il continue à faire sauter des digues.

Avant les législatives, Unité et Action a milité pour que la FSU prenne position en soutien d'un programme de rupture répondant en partie à ses mandats. Ainsi la fédération a pu garder un cap syndical rassembleur. Fière de ses valeurs, elle a réaffirmé la nécessité de tout faire pour battre l'extrême droite et empêcher son accession au pouvoir. C'est fort de ces principes qu'Unité et Action continuera à œuvrer à ce que la FSU relève tous les défis syndicaux et sociaux du combat contre les idées d'extrême droite ou réactionnaires, et les politiques libérales et antisociales qui les nourrissent.

La crise environnementale résulte directement du productivisme et du développement de la marchandisation capitaliste et de la consommation. Elle appelle des alternatives de rupture.

Cette crise s'ajoute à tous les désordres géopolitiques d'où surgit la guerre, qui jettent des millions de personnes sur les chemins de l'exil. Pourtant les frontières de l'Europe restent barricadées comme si ces vies humaines ne comptaient pas. Face au défi du développement de la violence et de la barbarie, Unité et Action est de celles et ceux qui placent l'humanité au dessus de toute autre considération.

Plus que jamais besoin d'Unité et d'Action

Courant majoritaire de la FSU depuis sa création, Unité et Action porte une orientation pour un syndicalisme à visée majoritaire, pluraliste et unitaire, rassembleur et offensif. Il assume depuis toujours un choix d'ouverture à tous les syndiqué·es, aux autres courants de pensée, à la diversité des opinions et approches par la recherche et la construction systématique de synthèses, à la diversité du syndicalisme dans notre pays, par la recherche de l'unité d'action.

Une FSU qui reste incontournable

Lors des élections professionnelles de 2022, portée par sa majorité Unité et Action, la FSU a renforcé son influence dans la Fonction publique de l'État. Dans l'Éducation nationale, elle conforte sa première place, loin devant les autres, et est majoritaire dans trois ministères. Surtout, elle a gagné sa représentativité dans la Fonction publique territoriale grâce à l'investissement permanent de son syndicat national. Ces bons résultats témoignent que nous avons su résister aux effets les plus immédiatement violents de la loi de Transformation de la Fonction publique (LTFP) pour notre syndicalisme.

Fort de l'articulation permanente de la défense du statut général des fonctionnaires à ses revendications de développement des services publics au plus près des usager·es, partout, le corpus revendicatif de la FSU est un outil face à l'enlèvement des esprits dans le discours simpliste et mensonger de l'extrême droite.

Par ses valeurs et ses principes, par ses réflexions et analyses, la FSU est aussi reconnue pour les combats qu'elle mène au-delà des strictes

revendications métiers. Unité et Action est profondément engagée pour les droits des femmes, pour les droits des personnes LGBTQIA+, contre les inégalités, les discriminations, l'antisémitisme et tous les racismes.

Travailler au rassemblement

Pour Unité et Action, la construction de l'unité syndicale est le fer de lance de cette stratégie. Certains voudraient diviser le syndicalisme en deux camps irréconciliables. La tentation existe de se replier sur de multiples actions minoritaires, de témoignage. Unité et Action ne se résoudra jamais à ces orientations de défaite ! Son choix : ne jamais renoncer à chercher ce qui rassemble ! Il ne s'agit en rien d'en rabattre, de s'aligner sur le moins-disant ou de faire de l'unité un préalable à toute mobilisation. La FSU sait prendre ses responsabilités. Il s'agit au contraire, pour Unité et Action, de convaincre pour construire des mouvements d'ampleur, exigeants en termes revendicatifs, d'établir un rapport de force par des mobilisations majoritaires, loin de toute posture incantatoire.

Cette unité d'action passe aussi par une implication dans et avec le mouvement social et associatif.

Aujourd'hui, l'unification du mouvement syndical reste plus d'actualité que jamais. Loin des démarches d'appareils, il s'agit de travailler concrètement, sur des sujets précis, avec celles et ceux qui le veulent.

Des chantiers se poursuivent, en particulier avec la CGT. Nos analyses s'enrichissent. Ce travail doit s'approfondir sur le terrain, au plus près des adhérent·es, pour construire une maison commune, dans la perspective du nouvel outil syndical auquel nous aspirons. Pour répondre à toutes les attentes, cette démarche doit se poursuivre dans le respect de nos patrimoines syndicaux respectifs, ce que ne permettraient ni une absorption ni une fusion.

Renforcer la fédération

Dans cette situation périlleuse, nous devons défendre avec force les valeurs démocratiques, sociales et républicaines qui affirment l'égalité et l'universalité des droits.

Il y va d'une société capable d'assurer à toutes et tous l'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et aux conditions d'une vie digne ainsi que l'égalité réelle entre femmes et hommes.

Cette exigence de justice sociale ne peut se concevoir sans justice écologique car les liens sont forts entre ces crises. Des politiques publiques doivent structurer les modes de production et de consommation dans une finalité de protection de l'environnement et des personnes, à commencer par les plus précaires et exposé·es aux risques climatiques.

La sécurité publique, indispensable, ne peut plus être prétexte à une réduction des libertés. Unité et Action combat l'évolution que subit la police nationale et sa doctrine d'emploi. Pour cette raison, elle soutient la demande d'adhésion du SNUIPN à la FSU. Il est indispensable de développer dans la police nationale un syndicalisme défenseur de l'intérêt général.

Renforcer la FSU, son action et son implantation passe par l'augmentation du nombre d'adhérent·es, le développement de ses syndicats, la promotion de ses pratiques syndicales et la réduction des déserts syndicaux. Pour cela, Unité et Action recherchera toujours la construction d'actions majoritaires rassemblées par la pertinence des idées.

Dans la situation internationale actuelle, encore plus aujourd'hui qu'hier, la FSU doit contribuer au développement d'un syndicalisme international et européen et y porter son ambition transformatrice.

Construire un syndicalisme de transformation sociale offensif, indépendant et démocratique, développer des dynamiques interprofessionnelles rassemblant largement les salarié·es autour de revendications et d'actions construites avec les personnels : c'est l'objet de notre 11^e congrès, c'est la détermination syndicale d'Unité et Action.

**VOTEZ pour l'orientation et la liste
Unité et Action et sans tendance !**

Ils et elles appellent à voter pour « Unité & Action et sans tendance »

Du SNES : Dumaillet Christophe (St Vallier), Devine Frédéric (Romans), Ajmi Watbled Sémya (Cléon), Faure Sandrine (Valence), Mollard Jean-Louis (retraité), Mondon Bruno (Crest), Duheron-Virot Emmanuelle (Romans), Couston Florian (Cléon), Sénéchaux Jean-Noël (retraité), Espiard Isabelle (Montélimar), Peyle Christiane (retraitée), Boivin Serge (St Jean en R), Versavaud-Callière Sophie (Romans), Nodin Pierre-Luc (St Sorlin), Larbre Christel (Bg de P), Bordel Loïc (St Vallier), Faresse Robert (retraité), Barraqué Franck (Romans), Breul Claudie (retraitée), Nocun Raphaël (Valence), Chambert Florence (Crest) -/- Du SNUipp : Chapapria Amélie (Romans), Godeau Denis (Montmeyran), André Danielle (retraitée), Briglia Céline (Chtf de G), Serre Robert (retraité), Chauvin Yoann (Portes-lès-Valence), Sébille Ludovic (Montélimar), Baudoin Céline (Mours), Besson Delphine (Montvendre), Vidal-Marachian Marion (Chtf du R), Catella Sophia (Alixan), Long Bernadette (retraitée), Tarel Jean-Paul (retraité), Souilijaert Dominique (retraitée) -/- Du SNEP : Briglia Alain (retraité), Domergue Céline (Cléon), Endale Challenge (St Rambert), Buclon Michèle (retraitée), Beluze Florian (Valence), Deschamps Vanessa (Montélimar) -/- Du SNUEP : Michelon Pascal (Romans), Bret Valérie (Crest), Veyrier Bénédicte (Nyons), Ganoun Rahmouni (Valence) -/- Eyraud Sandrine (SNASUB, St-Vallier), Méry Odile (SNUAS-FP, Valence), Boyadjian Yasmina (SNEPAP, Romans).

École Émancipée et des syndiqué-es hors tendance : Urgence pour un syndicalisme qui fait front !

Alors que les JO de Paris faisaient passer au second plan la guerre en Ukraine ou à Gaza, les désastres écologiques et les catastrophes humanitaires liées aux politiques migratoires répressives, en France, la séquence électorale a encore rendu plus palpable la menace de l'extrême droite au pouvoir. Les politiques néolibérales autoritaires conduites avec obstination depuis 7 ans, poreuses à ses propositions comme lors de la loi « asile et immigration », sont un tremplin pour elle.

Déjouant les pronostics de victoire du RN, la campagne dynamique de la gauche, dans laquelle l'unité et la participation active du mouvement social ont été motrices, a placé le NFP en tête. Face aux nouvelles perspectives ouvertes par son programme, le pouvoir macroniste, secondé activement par le Medef, a décidé de soumettre au capitalisme non seulement les droits, les libertés et le climat, mais aussi la démocratie. Macron et son monde combattent les urgences sociales réclamées par la population : augmentation des salaires, abrogation de la réforme des retraites et relance des services publics.

Le temps presse : reprenons la main pour imposer enfin des alternatives face à l'union des droites !

Construire le rapport de forces

Pour que des millions de personnes se retrouvent en grève et dans la rue, il faut consolider la capacité du syndicalisme à peser sur le champ politique comme il l'a fait avec la puissance populaire construite lors de la dernière mobilisation retraites ou dans la séquence ouverte par la dissolution. Cela s'articule nécessairement avec les mobilisations sectorielles, notamment dans les services publics, et les mouvements sociaux de résistance et de désobéissance qui se sont développés malgré les tentatives de musellement.

Dans cette perspective, l'unité et le renforcement du syndicalisme, en particulier de lutte et de transformation sociale, sont indispensables. L'urgence à refonder ce dernier oblige à avancer dans la concrétisation d'un nouvel outil syndical avec la CGT et Solidaires, sans exclusive ni limitation au travail déjà engagé avec la CGT. La perspective de création d'une structure souple du type « maison commune du syndicalisme de transformation sociale » à décliner localement et par secteurs professionnels en fonction du contexte, avec également l'échéance rapide des élections professionnelles, sera un des enjeux du congrès fédéral.

Si le syndicalisme uni est plus fort pour imposer une rupture, il ne peut pas y parvenir seul. Des cadres d'échanges larges et pérennes englobant syndicalisme, mouvements associatifs et partis politiques progressistes sont nécessaires pour imposer enfin des alternatives et faire reculer l'extrême droite. Leur périmètre et l'éventuelle construction commune de mobilisations sans que le syndicalisme soit subordonné au politique seront un autre enjeu du congrès.

Un syndicalisme qui pense le monde

Notre syndicalisme construit des liens entre préoccupations professionnelles des salarié-es, politiques menées, marche capitaliste du monde et désastres écologiques. Conscient-es que la recherche effrénée et sans limite de profits détruit la planète et accentue les inégalités, nous portons la nécessité d'une rupture écologique. Notre syndicalisme contribue aussi à repenser une organisation du travail débarassée du carcan néo-managérial et des hiérarchies intermédiaires.

Notre syndicalisme oppose aux impérialismes la solidarité internationale, soutient les luttes décoloniales et lutte contre le militarisme. Cela passe notamment par la poursuite des mobilisations dans les cadres unitaires les plus larges pour la paix en Ukraine comme en Palestine. La dénonciation des colonialismes est indissociable de celle de l'impérialisme français, comme en Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Dépassant la simple addition de syndicats nationaux, la FSU doit poursuivre et renforcer son implication dans les mobilisations interprofessionnelles et dans les divers collectifs portant la lutte pour la justice climatique, la défense des droits et des libertés, la dénonciation des

violences d'État, la lutte contre toutes les discriminations, notamment celles visant les femmes et les personnes LGBTQIA+, et tous les racismes, l'antisémitisme comme l'islamophobie. Il y a urgence à lier combats syndicaux et antiracistes, le racisme étant une composante essentielle du vote et de l'identification à l'extrême droite.

Revendications sociales d'urgence

Porter l'espoir d'une telle transformation sociale, c'est rompre avec les politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques ; c'est faire jouer les solidarités par une révolution fiscale, en revenant sur la suppression de l'ISF et en taxant les superprofits.

C'est aussi augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux ; c'est abroger la réforme des retraites et revenir à la retraite à 60 ans ; c'est prendre à bras le corps les questions d'emploi, de protection sociale, mettre un coup d'arrêt aux licenciements, à la précarité et abroger les contre-réformes de l'assurance chômage.

Dans la Fonction publique, c'est revenir sur la loi TFP (hors mesures d'égalité professionnelle) afin de remettre de la transparence et de l'égalité dans la gestion des carrières des agent-es et renforcer l'emploi statutaire.

C'est enfin obtenir l'égalité de traitement et d'accès aux services publics et aux droits sur tout le territoire. C'est rompre avec la politique migratoire répressive et imposer l'accueil digne des réfugié-es comme la régularisation des sans papiers.

Une FSU à l'offensive

Les coups portés au paritarisme obligent notre syndicalisme à se réinventer, en investissant encore davantage la dimension professionnelle, en renforçant la présence syndicale sur les lieux de travail, tout en œuvrant à retrouver du pouvoir d'agir dans la gestion des carrières.

Notre fédération doit développer son aptitude à fédérer les personnels, actif-ves comme retraité-es, dans l'action. Pour cela, la FSU doit faire preuve de volontarisme à les mobiliser en développant les campagnes fédérales, en réunissant les personnels sur des temps syndicaux institutionnalisés comme lors d'assemblées générales, en généralisant les caisses de grève et en étant un moteur de l'intersyndicale.

Dans l'éducation, un acte II de la mobilisation contre le « choc des savoirs » s'impose. Le succès des formes de lutte engagées dans certains départements au printemps pousse à travailler la nécessité de l'auto-organisation, construire un lien étroit avec les parents d'élèves, et développer encore le travail fédéral dont les sections départementales et les secteurs de la FSU sont des cadres essentiels. La corrélation entre vote RN, vécu scolaire et niveau de diplôme appelle en effet une démocratisation scolaire résolue, qui rompt avec la sélection, le séparatisme scolaire, l'employabilité, et qui permette à l'ensemble de la jeunesse d'accéder à un service public d'éducation garantissant une culture commune émancipatrice, à une protection de l'enfance digne de ce nom ainsi qu'à une Justice des enfants défendant l'éducabilité de toutes et tous.

Enfin, toutes et tous les syndiqué-es doivent pouvoir militer dans un cadre protecteur et solidaire. Il faut œuvrer à la mise en place d'un groupe de travail interne dédié à la résolution et à la prévention des conflits. Face à l'extrême droite et à la répression syndicale exercée par le pouvoir, il faut sécuriser locaux, données, outils de communication et militant-es. Il faut un syndicalisme féministe, qui donne aux femmes les moyens concrets de militer, notamment par le renforcement des cellules de veille contre les violences sexistes et sexuelles et une réflexion sur l'évolution des pratiques militantes.

Nous appelons toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble pour construire la FSU dans un cadre démocratique et pluraliste.

Votez et faites voter pour la liste

École Émancipée et des syndiqué-es hors tendance !

Ils et elles appellent à voter pour « École Émancipée et des syndiqué-es hors tendance »

Florimond Guimard (SNUipp, Crest), Malorie Ferrand (SNES, Bourg-lès-Valence), Thomas Ferrez (SNUipp, Tain l'Hermitage), Stéphane Moulain (SNES, Montélimar), Michèle Luquet (SNUipp, Retraitée), Boris Maisonneuve (SNUipp, Valence), Laurent Lagarde (SNUipp, Beaufort sur Gervanne), Claude Voitier-Sienzonit (SNES, Valence), Nicolas Vol (SNUipp, Montélimar), Claudie Pardigon (SNUipp, Valence), Thibault Marceau (SNETAP, Bourg-lès-Valence), Catherine Micolod (SNUipp, Retraitée), Gérard Gagnier (SNEP, retraité), Delphine Ract (SNUipp, Eure), Benoit Loche (SNES, Montélimar), Ingrid Bonneton (SNUipp, Eure), Nicolas Cavalière (SNES, Chabeuil), Juliette Watine (SNUipp, Crest), Sébastien Polverino (SNUipp, Aouste-sur-Sye), Gabrielle Labie (SNUipp, Eure), Grégory Dufresne (SNES, Romans), Lionel Véziers (SNUipp, Chatuzange-le-Goubet),

Émancipation : Une orientation anticapitaliste pour combattre Macron et sa politique.

La politique destructrice de Macron a été massivement refusée par les luttes et lors des élections récentes. Malgré cela, après avoir prolongé les "démissionnaires" pour maintenir sa politique réactionnaire à coup de décrets, il a investi un gouvernement Barnier qui est encore plus à droite, adoubé par le RN et déjà son otage. C'est donc une offensive d'une ampleur sans précédent contre le monde du travail qui se prépare. Sous couvert de "dette publique", le prochain budget lance un plan d'austérité massif dans la fonction publique, et vise à nouveau la protection sociale. Ce pouvoir est illégitime, aucun "dialogue social" n'est de mise avec lui. Macron prétend appliquer jusqu'au bout les exigences de la bourgeoisie et du système capitaliste : ce système, fondé sur la concurrence économique, n'engendre qu'inégalités, destruction de l'environnement et dérèglement climatique, guerres impérialistes dans le monde entier. Il entend démanteler tout ce qui fait obstacle aux profits : garanties collectives, services publics dont l'école, égalité des droits, équilibres écologiques... jusqu'aux libertés fondamentales. Ces politiques impliquent un État autoritaire : militarisme, violence du pouvoir et progression – jusqu'aux portes du pouvoir - de l'extrême droite vont de pair. Dans cette situation instable, tout peut arriver.

Mais des luttes et résistances s'organisent pour construire un autre avenir : luttes des travailleur·es y compris précaires, des jeunes, des femmes et minorités de genre, des écologistes (telles que les "Soulèvements de la terre"), des populations discriminées qui subissent le racisme. Elles peuvent prendre une dimension mondiale, comme le mouvement de solidarité durable avec le peuple palestinien. Elles montrent la volonté populaire de prendre en main son avenir : **l'auto-organisation des exploités et des opprimés constitue la clef pour organiser les luttes nécessaires, et pour porter la perspective d'une rupture avec la société capitaliste.**

Dans cette situation, la codirection "Unité&Action/École Émancipée" de la FSU persiste dans une stratégie institutionnelle d'appareil : rester un "partenaire social" dans le cadre du système actuel, avec d'incessantes "concertations" où le gouvernement enferme les syndicats, ce qui facilite l'application de sa politique. La seule "alternative politique" envisagée étant celle d'une très hypothétique alternance électorale "de gauche" en 2027.

Émancipation propose une autre orientation : partir de revendications immédiates articulées à un projet de rupture avec le capitalisme. C'est la meilleure voie pour gagner sur les revendications, et donc aussi pour faire reculer l'extrême-droite.

Face à la paupérisation, au travail empêché, à la déconsidération... agir pour un plan d'urgence !

Il s'agit de lutter contre la précarité, la relégation des quartiers populaires et des zones rurales, pour les services publics :

1) retrait / abrogation de toutes les contre-réformes destructrices de Macron, et combattues par les personnels : dans l'Éducation nationale, la fonction publique, lois liberticides, loi sur l'immigration...

2) pour une plateforme revendicative unifiante :

- création de tous les emplois nécessaires, à commencer par les services publics.

- fin de la précarité et de l'austérité salariale : réemploi et titularisation immédiate et sans conditions de tou·tes les non-titulaires, défense des garanties statutaires et un vrai statut pour tou·tes, l'alignement par le haut des conditions de travail et de service ; indexation des salaires sur l'inflation et leur augmentation uniforme (400 euros en points d'indice) ; un salaire minimum à 1700 euros net.

- abrogation de la contre-réforme des retraites, retour à la retraite complète (75% du dernier salaire) à 55/60 ans.

- retrait de la réforme de l'assurance chômage, gratuité des besoins essentiels (alimentation, transports, eau et électricité...).

Ces revendications sont incompatibles avec la politique gouvernementale, et notamment avec le budget en préparation.

Pour une école publique, démocratique et égalitaire

L'école est au cœur des projets de société y compris de l'extrême droite. Elle doit être au cœur de nos luttes, avec des revendications immédiates :

- abrogation de toutes les contre-réformes de Macron, qui asservissent l'école aux besoins du capitalisme, embrigadent la jeunesse et attaquent les statuts : "pacte enseignant", "choc des savoirs", Service national universel, Parcoursup, réformes des lycées (généralistes, technologiques et professionnels)... Tou·tes les jeunes titulaires du bac doivent pouvoir poursuivre leurs études dans les filières de leur choix, à l'abri de la précarité par un revenu décent pour chaque étudiant.e.

- baisse des effectifs par classe, créations massives de postes de toutes catégories ;

- défense de la liberté pédagogique, qui permet des pratiques collectives fondées sur la coopération et non la compétition ;

Ce serait un premier pas vers une école laïque et émancipatrice pour toutes et tous, sans hiérarchie entre les savoirs, fondée sur des diplômes et programmes nationaux :

- le droit à l'éducation pour tou·tes et l'accueil de tou·tes les enfants à besoins particuliers avec les moyens nécessaires,

- en allant vers une scolarité sans orientation précoce jusqu'à la classe de Terminale et vers un lycée unifié polytechnique, à l'inverse du tri social actuel. Tout.e jeune doit pouvoir développer ses potentialités dans tous les domaines, et pas seulement son "employabilité".

Laïcité

La dérive d'établissements privés comme Stanislas à Paris, rappelle qu'ils organisent le séparatisme social. Défendre la laïcité ce n'est pas imposer un ordre moral xénophobe et diviseur, c'est : la défense de la loi de 1905, l'abrogation de tous les dispositifs anti-laïques (loi Debré) et de la loi "séparatisme". Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation laïque de l'enseignement privé sous contrat.

Féminisme

La question de la grève féministe prend de l'ampleur. Cette perspective doit être construite par des AG, des réunions d'information, sur les lieux de travail et avec les nombreux collectifs auto-organisés. Sur ce sujet, comme pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, et pour les droits des personnes LGBTQIA+, généralisons dans tous les départements des commissions syndicales non-mixtes.

L'action syndicale au service des luttes, pour changer la société !

Une école démocratique implique un changement de société, car ce sont les besoins du capitalisme qui sont à l'origine de toutes les régressions. Pour cela, le syndicalisme peut être un outil important :

- en dépassant ce qui freine l'unité des luttes : construisons à partir de la base une organisation unifiée en partant des différentes structures de lutte, fondée sur 1/ des structures syndicales locales regroupant toutes les catégories, sur un même lieu de travail, 2/ un fonctionnement démocratique avec notamment le droit de tendance.

- en construisant les solidarités : soutien et popularisation des luttes existantes, organisation de la solidarité (caisses de grève). Cette solidarité collective est aussi nécessaire pour faire face à la répression qui touche en premier lieu la jeunesse et les quartiers populaires, et aux offensives d'extrême-droite.

- en favorisant la **démocratie dans les luttes** : AG intersyndicales et souveraines des personnels dans les établissements, qui se coordonnent à tous les niveaux.

- en encourageant les **convergences à la base entre le mouvement syndical et les luttes** qui combattent le capitalisme : "Soulèvements de la terre", luttes antiracistes et féministes, contre les violences policières...

- en impulsant de manière concrète des **pratiques de solidarité internationaliste**, par le soutien aux droits des peuples (Kanaky, Palestine, Ukraine...). Les mobilisations comme celles de "Stop Arming Israël" (qui milite pour l'arrêt des livraisons d'armes à l'État israélien) montrent que c'est possible !

- en participant à la lutte contre le racisme, sur une base internationaliste : annulation de la dette des pays dominés, arrêt de la "Françafrique" et du néo-colonialisme, régularisation de tou·tes les sans-papiers, accueil de tou·tes les exilé·es.

Ce syndicalisme est indispensable, mais ne se construira pas sans vous : nous vous appelons à y participer, par votre vote mais aussi en nous rejoignant.

Votez Emancipation !

Unité, Revendications, Indépendance Syndicale (URIS) : Non à l'austérité ; L'argent, pour l'école, pas pour la guerre ; Combattre en toute indépendance syndicale.

La situation en cette rentrée est grave. En cette rentrée la question est celle de l'action tout de suite pour obtenir les professeurs, les personnels, la réouverture des classes fermées, alors qu'il y a des milliers de fermetures de classes : 175 à Paris, 131 dans le 94, etc., pour qu'il y ait un professeur devant chaque classe. Il manque de tout dans cette rentrée, des profs, des AED, des AESH pour les élèves en situation de handicap qui ont droit à des heures d'accompagnement mais qui se retrouvent dans les classes ordinaires sans aucune aide. Des étudiants n'ont pas de place à l'université. La scolarité de milliers d'élèves est saccagée. Nos salaires sont bloqués. Des collègues sont encore au travail à 62, 63, 64 ans.

Mais ce qui marque aussi la rentrée, c'est la résistance de nos collègues, ce sont les réunions dans lesquelles on décide d'aller chercher les revendications, et en plusieurs endroits les personnels arrachent la réouverture de dizaines de classes comme dans le 94.

C'est ce mouvement que notre syndicat doit aider et amplifier aujourd'hui.

Il faut répondre à la situation par le combat afin d'obtenir tout de suite les revendications indispensables pour pouvoir travailler avant de décréter de nouvelles journées d'action.

Barnier et Genetet : priorité à l'austérité et à l'armée

Macron a désigné Michel Barnier comme premier ministre, au mépris du résultat des élections législatives ; nul ne peut savoir combien de temps ce gouvernement durera tant l'instabilité politique est grande. Barnier, loin de répondre aux revendications, annonce que « des efforts » seront à fournir.

La nouvelle ministre de l'Éducation, Anne Genetet, le dit clairement : « d'un côté les impératifs budgétaires imposent des économies drastiques de l'ordre de 20 milliards d'euros pour le budget 2025, de l'autre, l'exigence de défense nationale et de sécurité collective, soulignée par l'OTAN, nous enjoint de porter notre budget de défense au-delà des 2% du PIB [...] J'attends donc du prochain gouvernement qu'il se montre intransigeant sur le respect de la loi de programmation militaire à l'euro près... » (Tribune du 20 août 2024).

Lors de sa prise de fonction elle a affirmé : « l'école ne change pas de cap ».

Une chose est sûre, ce gouvernement et ses successeurs vont mener une politique brutale contre les personnels et tous les travailleurs : austérité, blocage des salaires, attaques contre la sécurité sociale, à commencer par l'indemnisation des arrêts maladies, et poursuite des réformes dont celle des retraites et celle du choc des savoirs.

Défendre les revendications en toute indépendance syndicale

L'action syndicale part des besoins, l'action syndicale pour combattre pour les salaires et recruter des personnels en nombre suffisant n'est pas corsetée par le budget de l'État. L'action syndicale ne se satisfait d'aucune suppression de poste, même si elle est issue d'un budget voté par le Parlement.

Combattre la loi de programmation militaire allouant au moins 413 milliards en six ans pour l'armée et exiger que les milliards aillent à l'école et aux hôpitaux, pas à la guerre, est de même une nécessité syndicale.

L'indépendance vis-à-vis des partis politiques, du gouvernement et de l'État est une condition de l'action syndicale.

Pour agir, nous avons besoin de revendications claires.

Pour l'abrogation de la réforme des retraites ou pour sa suspension ?

Macron et Barnier, qui va quitter Matignon avec une retraite mensuelle de 28 370 euros, entendent maintenir la réforme des retraites portant l'âge de départ à 64 ans. La FSU s'est prononcée depuis 2023 pour l'abrogation de la réforme des retraites. Dans l'appel signé en commun avec la CGT et Solidaires, cette demande est réaffirmée. Nous pourrions nous féliciter de cette prise de position.

Mais une autre revendication est formulée dans la lettre unitaire au premier ministre Michel Barnier en date du 13 septembre, signée par les fédérations syndicales CFDT, CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, UNSA : « ainsi nous souhaitons que la réforme des retraites de 2023 soit **suspendue** afin d'engager de nouvelles discussions ».

Les mots ont un sens. Suspension ? Ou abrogation ? Que demandons-nous ? La demande de « suspension » de la réforme est-elle un pas vers Barnier qui se déclare « prêt à ouvrir le débat » pour son « amélioration pour les personnes les plus fragiles » ? Barnier dit clairement qu'il maintiendra le départ à 64 ans. Nous devons être clairs et demander l'abrogation de la réforme des retraites et du report à 64 ans.

Salaire au mérite, disparition des corps et des catégories : abandon du projet de réforme Guérini

Le ministre Guillaume Kasbarian succède au ministre Guérini et Les Echos du 23 septembre annonce que « il a de fortes chances de reprendre la réforme de la fonction publique ». Le projet Guérini, prévoyait un recours accru à la révocation pour « *insuffisance professionnelle* », le salaire « *au mérite* » et donc la poursuite du blocage des salaires, la remise en cause des corps et des catégories basés sur des recrutements par concours, et des progressions de carrière selon l'ancienneté. L'action doit combattre les réformes en cours ou leur reprise sous un autre nom par un autre ministre. Ce projet doit être retiré et abandonné.

Groupe de niveaux : demander l'abrogation ou le maintien de groupes hétérogènes à effectifs réduits ?

Le choc des savoirs continue à se mettre en place et veut instituer un véritable tri social. Les groupes de niveau ont pour fonction d'empêcher des milliers d'élèves d'entrer au lycée général et professionnel pour les orienter vers les stages en entreprises, l'apprentissage, les petits boulots, le SNU et l'armée.

La résistance des personnels a permis que les groupes de niveaux ne soient pas mis en place dans près de la moitié des collèges. C'est un point d'appui pour obtenir l'abrogation de toutes les mesures du choc des savoirs.

Pour sa part, la motion du CN du SNES « *appelle les équipes à faire le bilan de l'organisation des groupes dans leur collège au plus tard au moment de congés d'automne, à exiger des améliorations immédiates, comme par exemple le maintien de groupes hétérogènes à effectifs réduits, et à peser pour un retour au groupe classe dans toutes les disciplines à la rentrée prochaine* ».

La résistance individuelle, établissement par établissement ne peut suffire : l'action nationale pour arracher l'abrogation des textes imposant les groupes de niveau et les autres mesures est nécessaire.

L'action dans la rue, dans la grève, pour les revendications, sera décisive et la FSU doit la préparer.

Il faut revenir à une orientation basée sur la défense des revendications et elles seules, en toute indépendance :

Pour l'augmentation des salaires en points d'indice, sans contreparties

Pour l'abrogation de la réforme des retraites, contre le départ à 64 ans

Pour l'abrogation de l'arrêté du 15 mars et de tous les textes organisant le choc des savoirs

Pour le retrait de la réforme du lycée, du bac Blanquer, des lycées professionnels et de Parcoursup

Pour le retrait du projet Guérini, pour le maintien des corps, des statuts et des concours

Pour la défense de la Sécurité sociale, contre les accords sur la PSC signés par la FSU

Pour l'abrogation de la loi de programmation militaire : restitution des 413 milliards aux budgets de la santé, de l'éducation et aux salaires.

Non à la militarisation de la jeunesse : suppression des classes de défense, du SNU, et de l'uniforme.

Pour la défense du droit de grève, des droits syndicaux et de toutes les libertés.

Fonds publics à la seule école publique : abrogation des lois anti-laïques obligeant au financement de l'enseignement privé par 12 milliards de fonds publics.

C'est le sens de notre liste.

Nous vous invitons à voter pour la liste URIS.

Front Unique : Aucune concertation avec le gouvernement ultra-réactionnaire Macron-Barnier !

À bas son budget de guerre contre les travailleurs et la jeunesse !

Front uni des organisations syndicales pour en empêcher l'adoption !

La double défaite électorale de Macron a ouvert une profonde crise politique et c'est bien le RN qui en sort renforcé. Au nom d'un « front républicain » contre le RN, les partis du NFP ont retiré leurs candidats pour permettre l'élection de Borne, Darmanin et Wauquiez, ennemis acharnés des travailleurs, de la jeunesse et des immigrés. Les directions syndicales ont pleinement appuyé le NFP dans cette position.

Ce « front républicain » censé faire barrage au RN et à ses "idées", a abouti à la nomination par Macron de Barnier comme premier ministre, avec le soutien des partis bourgeois Renaissance-Modem-Horizon-LR et le consentement du RN.

Barnier est un représentant de LR. En 2021, son programme, c'était la retraite à 65 ans et des propositions contre l'école (suspension des allocations familiales pour certains parents, recrutement des équipes éducatives par les chefs d'établissement et instauration de l'apprentissage dès 14 ans).

Mais surtout, il s'était distingué par ses préconisations contre les immigrés, récemment réitérées, très proches du RN. A tel point que Marine Le Pen, dans *La Tribune Dimanche* du 8 septembre, a indiqué : « *Il est incontestable que Michel Barnier semble avoir, sur l'immigration, le même constat que le nôtre. Maintenant nous attendons de lui des actes* ».

Pour Macron, le nouveau gouvernement doit poursuivre et amplifier les attaques contre les travailleurs et la jeunesse. Et pour cela, un budget aux coupes massives contre la santé et l'école et contre tous les domaines sociaux, déjà en situation critique. Et au contraire, l'augmentation des budgets de l'armée et de l'intérieur.

Face à ce gouvernement de guerre généralisée contre les acquis du prolétariat, la responsabilité de notre fédération est de se dresser contre lui et de préparer l'affrontement.

La FSU doit clairement condamner le budget en gestation et préparer la mobilisation pour empêcher son adoption. Pour cela, la FSU doit œuvrer à la constitution d'un front uni des organisations syndicales (en particulier CGT-FO-FSU). Avec en perspective la préparation d'une manifestation nationale à l'Assemblée pour interdire l'adoption du budget scélérat.

Ce gouvernement instable prépare une offensive généralisée contre les travailleurs

En raison de la crise du capitalisme français, le gouvernement Macron-Barnier a des objectifs très ambitieux. Et comme il ne bénéficie pas d'une majorité - même relative - à l'AN, il est de fait l'otage du RN, maître de sa survie.

Manquant de force à l'AN, Barnier espère en trouver ailleurs. Le 6/09, il a déclaré sur TF1 : « *on doit respecter et prendre en compte les partenaires sociaux, les syndicats. Notre pays a besoin de syndicats forts* ».

La ficelle est énorme ! Quand il évoque les partenaires sociaux et les syndicats, c'est dans un seul but : obtenir de leurs dirigeants la légitimation de ses projets. Son offre de concertation est toujours au service du gouvernement qui y recourt.

Quelle a été la réponse des dirigeants syndicaux de la fonction publique à sa proposition ? Dans une lettre à Barnier du 13 septembre, unanimes, ils écrivent : « *Ainsi, nous souhaitons que la réforme des retraites de 2023 soit suspendue afin d'engager de nouvelles discussions* ». ».

La revendication qui était celle de tous les syndicats et de l'immense majorité des travailleurs (l'**abrogation** de la réforme des retraites) est purement évacuée pour une demande de **suspension** et d'engagement de « nouvelles discussions ». De « nouvelles discussions », c'est justement la proposition de Barnier, partisan de la retraite à 65 ans. Comme le relate Le Figaro, au cours de son interview à TF1 : « *Il a souligné sa volonté de prendre le temps de discuter avec l'ensemble "des partenaires sociaux" concernés par la réforme [des retraites]. Si Michel Barnier entend ouvrir de possibles discussions sur le sujet, il veut, quoi qu'il arrive, respecter "le cadre budgétaire"* ». »

Pour Barnier, de « nouvelles discussions » auraient comme seul objectif, d'aggraver considérablement la contre-réforme de 2023.

Les directions syndicales de la FP, doivent refuser toute nouvelle discussion en ce domaine et exiger l'abrogation pure et simple de la réforme de 2023, et pas sa suspension.

En finir avec la stratégie des directions syndicales qui conduit toujours aux défaites

Pour le gouvernement, la concertation est toujours un moyen essentiel pour avancer dans la mise en œuvre de ses projets.

Mais à certains moments, quand les travailleurs se mobilisent, elle devient délicate, voire impossible. Ce fut le cas au moment de la contre-réforme des retraites de 2023. Mais alors, les dirigeants syndicaux ont refusé obstinément d'engager le combat centralisé pour interdire le vote de la loi contre nos retraites. En particulier, ils ont refusé d'appeler à une manifestation nationale et centrale devant l'Assemblée. Au contraire, ils ont multiplié les journées d'action, dilapidant les forces, au lieu de les concentrer – là où tout se décidait – à l'AN.

Les dirigeants syndicaux, dont ceux de notre fédération, sont responsables de notre défaite.

Pour le choc des savoirs, là encore, la direction nationale du SNES a refusé de convoquer une manifestation nationale au ministère de l'Éducation nationale, pour imposer le retrait du choc des savoirs. Au contraire, à nouveau, au lieu de centraliser et de concentrer les énergies, elle a multiplié les grèves de 24h et les actions décentralisées, pavant la voie à la défaite.

À bas le budget Macron-Barnier !

Notre fédération doit refuser toute concertation avec ce gouvernement, notre ennemi déterminé. Il doit préparer l'affrontement indispensable pour empêcher l'adoption de son budget scélérat.

Prétendre qu'il pourrait y avoir des « avancées » sur nos revendications (salaires, statuts, conditions de travail...) sans empêcher l'adoption du budget, est une tartufferie.

Quant à prétendre obtenir l'abrogation des contre-réformes (retraites, choc des savoirs, Lycées etc.), sans se battre contre le budget qui est une arme dans leur application, encore une supercherie !

Notre fédération doit proclamer : À bas le budget Macron-Barnier !

Elle doit s'adresser aux responsables des autres organisations syndicales (en particulier CGT et FO) pour qu'ils se prononcent en ce sens et pour qu'ils constituent un front uni des syndicats pour interdire l'adoption de ce budget ultra-réactionnaire.

Avec pour perspective une immense manifestation nationale à l'Assemblée.

Pour soutenir cette orientation, votez, faites voter pour Front Unique !

Palestine, Kanaky : la FSU doit se placer du côté des peuples opprimés !

L'extermination du peuple palestinien par l'État d'Israël se poursuit sans accroc depuis un an. L'État sioniste vient d'étendre son offensive contre le Liban et sa population.

Les impérialismes américain, anglais, français... soutiennent tous Israël. Il n'y a donc rien à attendre de l'ONU.

Plus personne ne croit aux incantations pour une « paix juste et durable » ou à la prétendue « solution à deux États » qui renvoient dos à dos, l'opresseur et l'opprimé.

La direction de la FSU doit enfin prendre position en défense du peuple palestinien et exiger l'arrêt de la répression contre ceux qui lui expriment leur soutien.

Elle doit s'engager dans l'organisation du boycott d'Israël. Et en particulier, appeler au boycott académique des universités israéliennes impliquées dans le processus de colonisation, y compris militaire.

Contre les Kanaks, le gouvernement français mène dans tous les domaines une violente politique coloniale.

La direction fédérale doit enfin se placer inconditionnellement du côté du peuple kanak, opprimé par l'État français. Elle doit exiger l'abrogation de la réforme du code électoral, l'arrêt immédiat de la répression, le retrait des troupes françaises et la libération immédiate et la relâche des militants expulsés et incarcérés.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA FSU 26 (2022-2024)

Depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, la situation démocratique de la V^{ème} République n'a jamais été aussi mauvaise.

Déni de démocratie, obstruction de la parole, restrictions de liberté sont désormais monnaie courante.

Dans ce contexte particulièrement délétère, la FSU-Drôme a continué, en recherchant systématiquement l'unité syndicale, à alerter, informer et mobiliser, notamment sur la réforme des retraites et sur les diverses attaques contre la Fonction Publique et l'Éducation.

Information, formation des adhérent·es

La publication du bulletin départemental "*Singulier-Pluriel*" est en train de reprendre un rythme de croisière et tend vers 4 à 5 numéros par an. La une est dorénavant réservée à des images (annonce de stages, photos d'actions). Une place est systématiquement réservée pour les luttes et les actions féministes (8 mars, 25 novembre, Rosies, VDHA...)

Le bulletin a également permis de diffuser des analyses sur les différentes réformes qui ont touchées la voie professionnelle et le collège mais aussi la Fonction Publique et les retraites.

Le secrétariat départemental a par ailleurs fait en sorte de donner la parole aux syndicats de la FSU moins connus (*SNEPAP, SNU-TEFE, SUI*) mais aussi à des secteurs généralement plus isolés comme les assistantes sociales.

Cette période fut aussi intense électoralement. La publication départementale a permis de nouveau la comparaison des programmes présidentiels, mais aussi la diffusion de l'argumentaire syndical pour les élections professionnelles. Elle a enfin mis en avant les positions de la fédération lors des dernières élections de 2024.

Par ailleurs, la FSU26 a continué d'organiser régulièrement des stages de formation syndicale. On a pu retrouver des habituels stages propres aux différents SN de l'ÉN (CA, DG, AED/AESH...) mais aussi des formations intersyndicales plus ouvertes, notamment sur la souffrance au travail en 2022 et la libéralisation de l'École en 2023.

Combat contre la réforme des retraites

La FSU a été sur tous les fronts lors du mouvement social contre la réforme des retraites, par son travail de décryptage des enjeux de la réforme et ses contre-propositions, par sa présence systématique et reconnue et au sein de l'Intersyndicale et lors des audiences accordée par la Préfète de la Drôme, par la mobilisation massive et dynamique qu'elle a réussi à entretenir dans toutes les manifestations.

Éducation

C'est le dossier qui mobilise le plus l'énergie de la FSU26 qui a soutenu ou participé aux nombreuses grèves et manifestations organisées pour la défense des person-

nels, leur revalorisation et la défense du service public : actions contre la réforme dévastatrice de l'enseignement professionnel, accompagnement des professeur·es des écoles convoqué·es pour non passation des évaluations nationales (*non inquiété·es par la suite*), bataille pour une nécessaire reconnaissance des AESH, mobilisations locales contre les groupes de niveaux, grève Educ du 1er février 2024, manifestation régionale à Lyon le 25 mai pour citer les plus récentes. Elle a impulsé et coordonné avec ses syndicats les actions contre les réformes du bac et du lycée, contre la mise en œuvre du Pacte ou encore le « choc des savoirs ». Elle a porté ses analyses auprès des parents d'élèves ou encore auprès des parlementaires locaux et revendiqué des moyens à la hauteur des besoins de l'école à l'université. Partout, elle a porté la nécessité d'un plan d'urgence pour l'École.

Élections professionnelles

Préparées par une campagne de terrain collective, elles ont permis à la FSU 26 d'être encore mieux identifiée comme une fédération rassembleuse, force de résistance et de proposition.

La FSU obtient des résultats en progrès et consolide sa position majoritaire dans les instances départementales :

- 8 sur 10 au CDEN (*Conseil Départemental de l'ÉN*),
- 8 sur 10 au CSAD (*Comité Social et Administratif Départemental*).

... / ...

Question de la transition écologique

La FSU26 a soutenu et relayé les initiatives pour le climat des forces locales comme la vélorution d'Alternatiba. Elle a porté la question « Retraite, climat : même combat ! » pendant les manifestations contre la réforme des retraites.

La question de l'urgence climatique a toujours été portée dans nos communications et nos prises de parole.

Droits des femmes

La FSU 26 a été une force indéniable sur le sujet :

- Appui en militante, en logistique, coordination des Rosie sur Montélimar (collectif de luttes), Romans et Valence.
- Création d'une formation syndicale avec l'AVFT pour former les membres des formations spécialisées à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.
- Nomination d'une référente VDHA (*Violence Discrimination Agissements Sexistes*) pour la Drôme (*Sandrine Eyraud*) et d'une référente académique qui est drômoise (*Amélie Chapria*) qui suivent les signalements et accompagnent les victimes.
- Initiative d'une rencontre avec l'IA DASEN de la Drôme sur la question de l'égalité professionnelle à l'occasion de la journée du 8 mars.
- Organisation d'une formation syndicale par an sur des questions féministes et ouverte à toutes et tous.

Droits et libertés

Sous Macron, c'est toujours

plus de répression et moins de justice.

Cela fait clairement et gravement monter les idées d'extrême droite. La FSU 26 a oeuvré en soutien aux collègues et pour un autre écho presse que les articles nauséabonds autour de la mort de Thomas à Crépol et elle veut continuer à le faire par des stages de formation, notamment dans VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes).

Elle a aussi dénoncé l'usage inconsidéré d'armes par les forces de police censées assurer la sécurité des manifestations contre la réforme des retraites et la pression policière exercée sur un militant FSU présent sur une opération péage ouvert, notamment en participant très activement à la marche du 23 septembre 2023 contre les violences policières, le racisme systémique, pour la justice sociale et les libertés publiques et en se rassemblant devant la gendarmerie autoroutière lors de l'audition de notre camarade par les autorités.

Retraité·es

En dehors d'une présence conséquente à toutes les actions aux côtés des actifs et actives (*1^{er} Mai, Educ', retraites, budget, salaires...*), par le biais de leur section fédérale (SFR-FSU) ou de la FGR, les retraité·es de la FSU 26 ont participé à toutes les actions spécifiques initiées par le Groupe des 9 : à Paris, le 2 décembre 2021 ; à Lyon, le 24 mars 2022 ; à Valence, les 20 mars et 24 octobre 2023 et le 26 mars 2024 (*en*

prévision, le 3 décembre de cette année).

Leurs revendications portent essentiellement sur 3 points : le niveau des pensions et le pouvoir d'achat, l'accès aux soins pour toutes et tous et des Services Publics de proximité.

Vie interne

La FSU 26 a tenté au mieux et vise encore à renforcer le fédéralisme avec tous les syndicats de la FSU présents dans le département. Elle a poursuivi sans relâche son travail de coordination, tout particulièrement pour revitaliser le CDFD en proposant des modalités d'échanges avec les syndicats par une lettre électrique hebdomadaire sur l'actualité et des liens visio et/ou parfois des ASA pour faciliter les rencontres et échanges lors des moments de réunions du CDFD. Elle tient aux équilibres et à la représentation des syndicats dans les délégations en instances avec l'administration et soutient ceux qui ont un nombre moindre de militant·es.



AU SOMMAIRE :

- p.1 : On vote dans la FSU !
- p.2 : Unité & Action et sans tendance
- p.3 : Ecole Emancipée et syndiqué·es hors tendance
- p.4 : Emancipation
- p.5 : Unité, Revendications, Indépendance Syndicale
- p.6 : Front Unique
- p.7-8 : Rapport d'activité départemental